

Département du
TARN
Arrondissement
ALBI
Canton
ALBI SUD

DELIBERATION
du Centre Communal d'Action Sociale du SEQUESTRE
D25035CCAS
Séance du 18 décembre 2025 à 18 heures 30

Ce jourd'hui le dix-huit décembre de l'an deux mille vingt-cinq à 18h30
Le bureau réuni dans le lieu ordinaire de ses séances :

Date de la
Convocation
Le 09/12/2025

Date d'Affichage
Le 09/12/2025

Date de mise en ligne
de la délibération :
Le 29/12/2025

Présents :

Membres élus : A Gérard POUJADE, Maire, Président du CCAS, Agnès BRU : Maire Adjointe, Vice-Présidente du CCAS, Alexis BRU, Sophie GRIMAUD ESCORISA, Marie-Thérèse FRAYSSINET, Bruno VICTORIA

Membres nommés : Michèle CAMEL, Christiane FOULQUIER, Gérard HERNANDEZ, Françoise HURET, Boualem MEGUENNI

Nombre de Conseillers : 13	Abstentions : 0
Présents : 11	Vote pour : 11
Votants : 11	Vote contre : 0

Absents excusés :

Absents : Michel CUPOLI, Anne-Laure GRILLOT

Secrétaire : Marie-Thérèse FRAYSSINET

Objet de la délibération : Secours aux particuliers – Situation n°4

La Vice-Présidente présente au Conseil d'Administration, la situation difficile dans laquelle se trouve monsieur domicilié sur la commune au

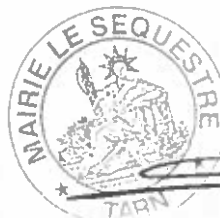
Le Conseil d'administration du CCAS après avoir étudié sa situation, décide de l'aider au paiement de ses leçons de conduite supplémentaires en vue d'obtenir son permis de conduire. Le montant qu'il lui reste à régler à son auto-école est de 315 €.

Le Conseil d'administration du CCAS après avoir étudié sa situation décide de l'aider au paiement de ses leçons de conduite supplémentaires.

- ✓ Fixe le montant de l'aide à : **315 €**
Cette somme sera réglée directement à l'auto-école ECF sur présentation de la facture.

Certifié conforme au Registre

Fait au SEQUESTRE le 18 décembre 2025



Le Président,
Gérard POUJADE

La secrétaire de séance,
Marie-Thérèse FRAYSSINET

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que celui-ci peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de TOULOUSE dans un délai de deux mois à compter de sa transmission en Préfecture ou de sa publication /notification.